

GREVE le 20 novembre dans les écoles

Parents, enseignants, citoyens,

TOUS CONCERNES

L'avenir des enfants gravement menacé par les décisions gouvernementales :

6000 suppressions de postes dans les écoles
à la rentrée 2009,
l'école Publique est en danger !

- 3000 postes en moins au concours de recrutement des professeurs des écoles, alors que les écoles maternelles et élémentaires scolariseront 20 000 élèves supplémentaires.
- Les dispositifs d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) menacés : encore 3000 suppressions supplémentaires !
 $3000 + 3000 = 6000...$

Les suppressions annoncées de postes spécialisés E et G priveraient 150 000 élèves d'aides spécialisées et de nombreuses écoles de toute intervention de maîtres spécialisés. Cette mesure conduit à la suppression des RASED en 3 ans.

La confusion entretenue par le gouvernement entre la mise en place des deux heures d'«aide personnalisée» et le travail effectué dans le cadre des RASED montre la volonté du ministère d'en finir à terme avec l'existence des réseaux d'aide spécialisée.

- **Proposition de loi présentée en janvier concernant la création d'EPEP (établissements publics d'enseignement primaire)**, afin de placer les écoles maternelles et élémentaires sous la tutelle des collectivités territoriales : l'Education doit rester Nationale !
- **création dès janvier d'une agence nationale du remplacement** qui embauchera des personnels précaires : cela permettrait à terme de supprimer encore 2500 postes d'enseignants qualifiés !
- **Attaques contre la maternelle** : prochain « réservoir de postes » dans le plan de destruction progressive de l'école et des services publics ?

Après la grande manifestation nationale des parents et des enseignants le dimanche 19 octobre dernier, le gouvernement maintient ses mesures destructrices.

Le jeudi 20 novembre 2008, les enseignants des écoles maternelles et élémentaires seront en grève dans toute la France pour exiger l'abandon de la suppression des 6000 postes et des projets annoncés, et pour obtenir l'ouverture immédiate de discussions sur le devenir du service public d'Education nationale.

Pour la défense de l'école publique, nous comptons sur votre compréhension et votre soutien.

